

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
ZI la Bouriette
320 Chemin de Maquens
11000 Carcassonne

Carcassonne, le 12/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE

Rue Antoine Becquerel - CS 17216
11100 Narbonne

Références : -
Code AIOT : 0006606318

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2026 dans l'établissement SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE implanté LAMBERT IV Rue Antoine Becquerel - CS 17216 11785 Narbonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection faite suite à la fuite de lixiviats découverte par l'exploitant le lundi 2 février 2026. Suite à cette visite, un arrêté préfectoral n° DREAL-UID11/66-C3-2026-017 portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire a été signé par M. le Préfet de l'Aude le 4 février 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE

- LAMBERT IV Rue Antoine Becquerel - CS 17216 11785 Narbonne
- Code AIOT : 0006606318
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Lambert IV exploitée par la société SUEZ RV Méditerranée est une installation de stockage de déchets non dangereux ultimes issus des ménages ou des entreprises de l'Aude et des départements limitrophes.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures prises pour déterminer l'origine de la fuite	AP de Mesures d'Urgence du 04/02/2026, article 2	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	5 jours
3	Mesures prises pour déterminer l'origine de la fuite et la matiriser	AP de Mesures d'Urgence du 04/02/2026, article 2	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	5 jours
4	Mesures prises pour déterminer l'origine de la fuite et la matiriser	AP de Mesures d'Urgence du 04/02/2026, article 2	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 jours
8	Évaluation de l'impact environnemental	AP de Mesures d'Urgence du 04/02/2026, article 6	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 jours
9	Collecte, stockage et traitement des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 3.4.2.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	5 jours
10	Rejets directs ou indirects	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 5.4.1.	Mise en demeure, respect de prescription	5 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	d'effluents			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures prises pour maîtriser la fuite	AP de Mesures d'Urgence du 04/02/2026, article 2	Sans objet
5	Rapport d'incident	AP de Mesures d'Urgence du 04/02/2026, article 3	Sans objet
6	Surveillance des rejets de lixiviats	AP de Mesures d'Urgence du 04/02/2026, article 4	Sans objet
7	suivi immédiat des eaux souterraines	AP de Mesures d'Urgence du 04/02/2026, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé à des actions visant à traiter plus rapidement les lixiviats et à vérifier l'étanchéité du bassin de lixiviats situé sur l'installation Lambert 4. Il a également bouché la canalisation entre la rétention de la station d'épuration et le bassin de lixiviats, canalisation que l'exploitant suspecte d'être à l'origine de la fuite.

Les autres origines potentielles de la fuite n'ont pas encore été investiguées.

Il est demandé à l'exploitant de procéder à la recherche de la fuite en contrôlant les différents équipements contenant du lixiviat.

Un projet d'arrêté de mise en demeure et de mesures d'urgence est proposé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures prises pour maîtriser la fuite

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 04/02/2026, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, contenir la fuite de lixiviats
Prescription contrôlée : Dès notification de l'arrêté, l'exploitant met en place toutes les actions nécessaires en vue de : - contenir la fuite de lixiviats afin d'éviter un déversement dans le ruisseau du Mourel Redon ;

[...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a creusé un bassin à proximité du lit du ruisseau afin de contenir les lixiviats et de pouvoir les pomper. Le bassin est constitué de terre issue du lit du ruisseau et d'enrochement. Il n'a pas été constaté de traces visibles de lixiviats dans le lit du ruisseau, à proximité du bassin ou en contrebas.</p> <p>Il a été constaté une diminution du débit de lixiviats depuis la résurgence par rapport à la visite d'inspection du 2 février 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra s'assurer de l'étanchéité totale du bassin de rétention créé en bord de ruisseau.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Mesures prises pour déterminer l'origine de la fuite

<p>Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 04/02/2026, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Origine</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès notification de l'arrêté, l'exploitant met en place toutes les actions nécessaires en vue de : [...] - déterminer l'origine de la fuite de lixiviats, avec notamment une expertise des canalisations, du bassin de lixiviats et des casiers en cours d'exploitation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mandaté une société spécialisée afin de contrôler l'étanchéité du bassin des lixiviats situé sur l'installation Lambert 4. D'après l'exploitant, cette société est intervenue le jeudi 5 février et aurait attesté de l'étanchéité totale jusqu'au raz de la conduite de déversement de la rétention de la station d'épuration.</p> <p>L'exploitant n'a pas attesté avoir réalisé des investigations sur les autres équipements susceptibles de fuir, notamment les différentes canalisations.</p> <p>L'exploitant suspecte que la canalisation provenant de la rétention sous la station d'épuration soit à l'origine de la fuite, celle-ci a été bouchée le 5 ou 6 février. Cependant, la fuite est toujours présente au niveau de la résurgence.</p> <p>Lors de l'inspection, les vannes des 2 drains des eaux de sub-surface des casiers de l'installation Lambert 4 et du bassin de lixiviats ont été constatées fermées. A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a ouvert les 2 vannes. Aucun écoulement n'a été constaté au niveau du drain du bassin de lixiviats. Du liquide d'un volume d'environ 1/2 seau s'est écoulé de la canalisation au niveau des drains des eaux de sub-surface des casier des Lambert 4.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

<p>Sous un délai de 5 jours, l'exploitant devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaliser des analyses sur les écoulements provenant des canalisations de drainage afin de vérifier s'il s'agit de lixiviats ou d'eau de ruissellement. - inspecter les différentes canalisations transportant du lixiviats et les canalisations de collecte des eaux de sub-surface sous les casiers de Lambert 4 et sous le bassin de lixiviats, - s'assurer de l'étanchéité des casiers des installations Lambert 4 et Lambert 2. <p>Une attention particulière est portée aux études techniques précédemment réalisées telles que les études hydrogéologiques et géotechniques fournies dans le cadre du dossier de demande d'autorisation et dans le cadre de la mise en exploitation des casiers et alvéoles de Lambert 4 afin d'évaluer les éventuelles couches étanches dans le sous-sol et les éventuels écoulements d'eau souterrains.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 5 jours

N° 3 : Mesures prises pour déterminer l'origine de la fuite et la matiriser

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 04/02/2026, article 2
Thème(s) : Produits chimiques, empêcher une fuite des lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès notification de l'arrêté, l'exploitant met en place toutes les actions nécessaires en vue de : [...] - d'empêcher une fuite des lixiviats en dehors de l'emprise de l'installation ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'ayant pas mis tout en œuvre pour déterminer l'origine de la fuite, il n'a pas été constaté de moyen mis en place pour colmater la fuite. Ainsi, l'exploitant n'a pas mis en place toutes les actions nécessaires en vue d'empêcher la fuite de lixiviats en dehors de l'emprise de l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai de 5 jours, l'exploitant doit déterminer l'origine de la fuite et procéder au colmatage de la fuite afin d'empêcher le déversement dans le milieu naturel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 5 jours

N° 4 : Mesures prises pour déterminer l'origine de la fuite et la matiriser

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 04/02/2026, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Vidange du bassin de stockage des lixiviats
Prescription contrôlée :

[...]

Dans l'attente de la détermination de l'origine de la fuite de lixiviats, l'exploitant doit vidanger le bassin de lixiviats le plus rapidement possible, au maximum sous un délai de 5 jours. Les lixiviats peuvent être temporairement stockés dans le bassin « POLMAR » du site Lambert après vérification de l'étanchéité de ce bassin ainsi que dans le bassin de lixiviats de Lambert I. Les effluents ainsi pompés sont soit évacués comme déchets, après leur caractérisation, vers des filières de traitement autorisées, soit traités par la station d'épuration du site ou une station d'épuration mobile.

Tous les justificatifs de l'évaluation et du traitement de ces effluents sont joints au rapport d'incident prévu à l'article suivant.

Constats :

D'après l'exploitant, une station d'épuration mobile est arrivée sur site le jeudi 5 février et a été mis en service le vendredi 6 février.

Lors de l'inspection, il a été constaté la station d'épuration du site en fonctionnement ainsi que cette station d'épuration mobile. Une 2ème station d'épuration mobile était aussi présente sur le site mais pas encore en fonctionnement d'après l'exploitant.

Le bassin de lixiviats de l'installation Lambert 4 était plein à 90 % et n'avait pas été vidangé.

L'exploitant a indiqué que la station d'épuration de la ville de Narbonne ne pouvait pas accepter les lixiviats et que la station d'épuration de Carcassonne ne pouvait recevoir qu'un camion citerne par jour.

L'exploitant a aussi déclaré avoir transféré une partie des lixiviats dans le bassin « polmar » situé sur le site Lambert. Ce bassin est plein à 70-80 % d'après l'exploitant, et le bassin de lixiviats de Lambert 1 à 60 % environ.

L'arrêté préfectoral de mesures d'urgences du 4 février prévoit la vidange complète du bassin de récupération des lixiviats situé sur l'installation Lambert 4 sous 5 jours à compter du 4 février. L'inspection a constaté que le bassin de lixiviat de Lambert 4 n'est pas vidangé, l'exploitant a précisé qu'une entreprise extérieure est intervenue le jeudi 5 février et a constaté de l'étanchéité totale du bassin jusqu'au raz de la conduite de déversement de la rétention de la station d'épuration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La vidange complète du bassin pourra être arrêtée si l'exploitant atteste que le bassin de récupération des lixiviats est totalement étanche. Le rapport de l'entreprise extérieure attestant de l'étanchéité du bassin de lixiviats doit être transmis dès réception à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 jours

N° 5 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 04/02/2026, article 3

Thème(s) : Autre, déclaration de l'évènement

Prescription contrôlée :

<p>La déclaration de l'évènement doit être réalisée dans les meilleurs délais de façon dématérialisée en utilisant le formulaire disponible sur le site entreprendre.service-public : https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R71939</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu réaliser la télédéclaration de l'accident car le service en ligne ne permet pas de déclarer un accident en cours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dès la fuite stoppée, l'exploitant devra procéder à la télédéclaration.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Surveillance des rejets de lixiviats

<p>Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 04/02/2026, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements et analyses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans l'attente de l'arrêt et de la réparation de la fuite, l'exploitant définit et met en œuvre une surveillance renforcée de ses rejets de lixiviats au milieu naturel.</p> <p>Cette surveillance doit notamment prendre en compte les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> une identification du (ou des) point(s) de rejet(s) doit être clairement réalisée ; une méthodologie de prélèvements et d'analyses est définie par l'exploitant et transmise pour information à l'inspection des installations classées. Ces prélèvements sont en nombre suffisant pour caractériser de manière représentative le niveau de pollution ; la qualité des lixiviats rejetées est contrôlée, notamment par le biais de mesures de concentrations des paramètres indiqués à l'annexe I de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux ISDND. Une estimation en terme de flux (kg/jour) est également réalisée. En fonction de l'évolution de la situation, d'autres paramètres peuvent être intégrés, sur demande de l'inspection ou initiative de l'exploitant ; l'exploitant met en œuvre les moyens pour assurer ces contrôles à une fréquence de 2 prélèvements/jour à minima. Cette fréquence peut être revue en fonction de l'accessibilité de la zone, de la disponibilité des appareils de mesures ... une évaluation de la quantité des rejets : par jour, et au global, est réalisée. <p>Les éléments et résultats d'analyses mentionnés à cet article ainsi que leur interprétation sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées et au plus tard sous 7 jours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré réaliser 2 prélèvements par jour dans la rétention de lixiviats au niveau de la fuite. Les résultats d'analyse n'ont pas encore été transmis par le laboratoire.</p> <p>Il a indiqué ne pas avoir identifié d'autres fuites de lixiviats.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les éléments et résultats d'analyses mentionnés à l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences du 4 février 2026 devront être transmis à l'inspection des installations classées dès réception et sous un délai de 7 jours à compter du 4 février.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : suivi immédiat des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 04/02/2026, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, contrôle de la qualité des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise sous un délai de 3 jours un contrôle de la qualité des eaux souterraines du réseau de piézomètres imposé à l'article 5.4.2 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2018 susvisé. Les paramètres mesurés devront comprendre au moins : le niveau piézométrique, conductivité, pH, température, potentiel RedOx, résistivité, DCO, DBO5, COT, MES, Ng (dont nitrites et nitrates), chlorures (Cl-), sulfates (SO42-), phosphates (PO43-), ammonium (NH4+), potassium (K+), sodium (Na+), calcium (Ca2+), magnésium (Mg2+), manganèse (Mn2+), AOX ou EOX, Phénols, PCB, HCT, HAP, , hydrocarbures, ,hydrogénocarbonates, BTEX, cyanures libres (CN), fluor et ses composés (F), métaux totaux (dont As, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al), coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux, , entérocoques intestinaux, escheridchia coli, bactéries lactose positives, salmonelles (présence).</p> <p>Les résultats d'analyses devront être transmis à l'inspection des installations classées, dès leur réception.</p> <p>L'exploitant met en place durant deux ans un suivi trimestriel des piézomètres du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré avoir réalisé des prélèvements dans plusieurs piézomètres du site. Les résultats d'analyse n'ont pas encore été transmis par le laboratoire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les résultats d'analyse devront être transmis à l'inspection des installations classées dès réception. La localisation des piézomètres devra être précisée sur un plan ainsi que les hauteurs d'eau.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Évaluation de l'impact environnemental

<p>Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 04/02/2026, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements et analyses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En vu de l'évaluation de l'impact environnemental de l'évènement, l'exploitant réalise les analyses</p>

<p>suivantes et les interprète.</p> <p>Prélèvement : Dans les meilleurs délais et au plus tard sous un délai de 3 jours, l'exploitant réalise les prélèvements et analyses suivantes : une analyse des eaux du ruisseau du Mourel Redon avec deux prélèvements en amont et deux prélèvements en aval de la fuite de lixiviats sur les paramètres définis à l'article 5 ci-dessus ; un prélèvement et une analyse des sédiments au niveau du ruisseau du Mourel Redon conformément au protocole mis en place en application de l'article 5.4.3 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2018 susvisé ;</p> <p>Dès l'arrêt de la fuite, l'exploitant réalise une analyse des sols impactés par la fuite de lixiviats afin de délimiter la zone de pollution et d'éliminer les terres impactées dans des installations de traitement autorisées sur les paramètres définis à l'article 5 ci-dessus, sauf impossibilité technique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré avoir réalisé 2 prélèvements en amont et deux prélèvements en aval de la fuite de lixiviats . Les résultats d'analyse n'ont pas encore été transmis par le laboratoire. L'exploitant avait aussi pris l'initiative de réaliser des prélèvements en aval de la fuite le 3 février. Les résultats devront être transmis dès réception à l'inspection.</p> <p>Les prélèvements de sédiments n'ont pas encore été réalisés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plus rapidement possible, au plus tard sous un délai de 3 jours, l'exploitant devra procéder aux prélèvements et analyses des sédiments. Les résultats d'analyse devront être transmis à l'inspection des installations classées dès réception.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 jours</p>

N° 9 : Collecte, stockage et traitement des lixiviats

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 3.4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, bassin de stockage des lixiviats</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines. [...] Les lixiviats collectés sur le site sont traités avant d'être rejetés dans le milieu naturel ou réinjectés dans les conditions prévues dans l'article 33 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 sus-visé. Seuls les lixiviats respectant les critères fixés à l'annexe I de l'arrêté du 15 février 2016 sont rejetés dans le milieu naturel.</p>

Constats :
Il a été constaté que le dispositif de collecte des lixiviats ne permet pas la collecte de tous les lixiviats car une fuite est présente en contrebas d'un talus, en dehors de l'emprise de l'installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Sous un délai de 5 jours l'exploitant doit déterminer l'origine de la fuite et réparer le dispositif de collecte des lixiviats à l'origine de la fuite de manière à stopper la fuite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 jours

N° 10 : Rejets directs ou indirects d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 5.4.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets
Prescription contrôlée :
Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égouts directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.
Constats :
Un rejet direct de lixiviats à proximité immédiate du ruisseau du Mourel Redon a été constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Sous un délai de 5 jours, l'exploitant devra déterminer l'origine de la fuite et arrêter le rejet de lixiviats en dehors de l'emprise ICPE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 5 jours